

073	UTBM Service communication	LE TROIS INFO	31 aout 2021 2021
		AIRE URBAINE	Pile à combustible - Hydrogène

Et si Belfort accueillait le conseil national de l'hydrogène fin septembre ?

Thibault Quartier | Publié le [31/08/2021](#)



Des acteurs belfortains demandent à accueillir le conseil national de l'hydrogène. | ©Le Trois - Thibault Quartier

Le Forum Hydrogen business for climate se tient les 29 et 30 septembre à Belfort. Un moment fort de la filière, qui se structure dans la cité du Lion. Et si, à cette occasion, Belfort accueillait également le conseil national de l'hydrogène, lancé par le Gouvernement à la suite de l'annonce du vaste plan hydrogène ? C'est le vœu formulé par une trentaine d'entreprises de la région.

« C'est le bon moment pour montrer l'ensemble de la dynamique », confie Sébastien Faivre, président de la société H2SYS, qui conçoit des groupes électrogènes fonctionnant grâce à l'hydrogène. C'est l'une des pépites du Territoire liées à cette technologie, mais aussi le résultat de tous les travaux menés par les chercheurs depuis l'installation à Belfort, en 1999, du FC Lab, la plateforme pile à combustible.

Une trentaine d'entreprises de Bourgogne-Franche-Comté a lancé un appel afin d'organiser la prochaine édition du conseil national de l'hydrogène à Belfort ; selon nos informations, la décision devrait être prise prochainement. Cette démarche est portée par H2SYS, start-up qui devient aujourd'hui une PME ([lire notre article](#)). Parmi ses soutiens, on compte le groupe Rougeot, qui construit Isthly à Fontaine, Hynamics, une filiale d'EDF qui doit installer une station hydrogène à Danjoutin, McPhy, qui doit construire une usine d'électrolyseurs à l'Aéroparc de Fontaine, Avions Mauboussin qui travaille sur un avion à hydrogène, de

Gaussin, très actif sur le dossier à Héricourt, ou encore Faurecia qui a installé son centre mondial de recherches et développement autour du réservoir hydrogène à Bavans. On trouve des start-ups, des PME et des grands groupes. Belfort accueille aussi le plus grand banc d'essai d'Europe pour tester les piles à combustible ([lire notre article](#)).

« Nos entreprises offrent ici une palette d'activités contribuant directement ou indirectement au développement de l'hydrogène, couvrant quasiment l'ensemble de la chaîne de valeur », rappelle Sébastien Faivre dans le courrier de soutien à la candidature belfortaine, envoyé au coordinateur interministériel de la stratégie hydrogène. Et de citer la fabrication prochaine d'électrolyseurs, des acteurs de la production et de la distribution, des entreprises de certification, des entreprises travaillant sur le stockage, des constructeurs de mobilités et de nombreux équipementiers. Et c'est sans évoqué l'importance des réseaux universitaires, avec l'université de technologie de Belfort-Montbéliard, l'université de Franche-Comté ou l'IUT de Belfort-Montbéliard, des parties prenantes de ce déploiement dans le nord Franche-Comté.

En février, le préfet du Territoire de Belfort, Jean-Marie Girier, la présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté, Marie-Guite Dufay (Parti socialiste), et le président du Grand Belfort, Damien Meslot (Les Républicains) avaient déjà déposé une candidature. « Nous savons les atouts de la Bourgogne-Franche-Comté pour devenir une vitrine de ce que la France peut offrir de meilleur en matière d'hydrogène dans les prochaines années », écrit Sébastien Faivre dans son courrier d'appui à la candidature belfortaine. « On a vraiment poussé », confie Sébastien Faivre, par téléphone.

Déploiement « efficace »

Le conseil national de l'hydrogène a été installé, à l'initiative du Gouvernement, après l'annonce du vaste plan d'investissements pour le déploiement de cette technologie. À la rentrée 2020, 7,2 milliards d'euros ont été fléchés, d'ici 2030, vers le développement de l'hydrogène décarbonné. Le conseil national vise à assurer un déploiement « efficace » de la stratégie. On y retrouve Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée en charge de l'industrie, et Barbara Pompili, ministre de la Transition énergétique. On retrouve dans ce comité des représentants d'EDF, d'Air Liquide, de McPhy – qui doit installer une usine d'électrolyseurs à Belfort – de Total, d'Alstom, de France Hydrogène ou encore de Faurecia. Ce comité s'est réuni pour la première fois à Albi, le 25 février. Si le comité se tenait à Belfort, des ministres seraient de nouveau accueillis dans la cité du Lion. Des acteurs belfortains siègent au sein de ce conseil national de l'hydrogène.

L'organisation du forum Hydrogen business for climate permet de créer un évènement d'ampleur autour de l'hydrogène. Et la venue du comité consoliderait un peu plus la stratégie du nord Franche-Comté et donnerait un rayonnement encore plus fort au forum.

Ce serait aussi l'occasion de montrer dans quelle mesure le fonds Maugis « permet d'accélérer la transformation », observe Sébastien Faivre. Son entreprise, mais aussi Faurecia ou McPhy, sont des entreprises tournées vers l'hydrogène soutenues par ce fonds qui redistribue les 50 millions d'euros issus de la pénalité de General Electric pour non création de 1 000 emplois après le rachat de la branche énergie d'Alstom en 2015. Si le conseil national de l'hydrogène devait se tenir à Belfort, des ministres se déplaceraient pour l'animer.